



Qu'attendent les pays partenaires du quatrième Forum de haut niveau ? Résultats de la consultation en ligne

22 février 2011

Le présent document récapitule les résultats d'une consultation en ligne destinée à recueillir des informations sur les vues et priorités des parties prenantes dans les pays partenaires pour le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide. Cette consultation s'est déroulée entre octobre et décembre 2010 et 163 personnes, dans plus de 60 pays et territoires en développement, y ont participé. L'outil sur lequel elle s'est appuyée a été conçu et géré par l'OCDE en partenariat avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et le Programme des Nations unies pour le développement.

Personnes à contacter :

M. Robin Ogilvy, tél. +33 (0)1 45 24 94 48, Robin.OGILVY@oecd.org

Mme Misaki Krüger, tél. +33 (0)1 45 24 76 26, Misaki.KRUGER@oecd.org



QU'ATTENDENT LES PAYS PARTENAIRES DU QUATRIEME FORUM DE HAUT NIVEAU ? RESULTATS DE LA CONSULTATION EN LIGNE (OCTOBRE-DECEMBRE 2010)

Résumé

Des réponses ont été obtenues de **163 personnes** représentatives des pouvoirs publics, des donateurs et des acteurs non étatiques dans **plus de 60 pays en développement** à un questionnaire en ligne sur leurs priorités et leurs suggestions pour le quatrième Forum de haut niveau sur l'efficacité de l'aide (qui doit se tenir à Busan, en Corée, du 29 novembre au 1^{er} décembre 2011). Les objectifs et la méthodologie de la consultation en ligne sont exposés page 7, de même que la composition de l'échantillon.

Les correspondants sont fermement convaincus qu'au **quatrième Forum de haut niveau l'accent doit être mis sur les engagements inscrits dans la Déclaration de Paris et le Programme d'action d'Accra** ainsi que sur la qualité de l'aide. Nombre d'entre eux – en particulier les fonctionnaires des pays partenaires – insistent sur la **nécessité de rendre des comptes et de prendre des dispositions pour donner suite aux engagements souscrits**. Certains font du **suivi continu** des efforts un élément important. Parmi les domaines jugés occuper une place particulièrement essentielle à ce jour dans le programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide ont été cités **l'alignement**, le **renforcement des capacités**, la **gestion axée sur les résultats** et la **transparence**. Les représentants de la société civile soulignent l'importance d'**approfondir la mise en œuvre des engagements relatifs au rôle de la société civile** et à l'environnement dans lequel elle opère dans les pays en développement.

Parallèlement, de **multiples idées** ont été émises **sur les moyens et l'opportunité d'élargir la portée du programme d'action** pour y tenir compte d'un éventail plus large d'acteurs, d'autres sources de financement et d'aspects de l'efficacité du développement extérieurs à l'aide. Ont ainsi été cités l'aide émanant **des donateurs non membres du CAD**, les dispositifs de **financement de la lutte contre le changement climatique** et la question de la **mobilisation de recettes intérieures**, de même que le **rôle de l'aide dans les Etats fragiles**, les difficultés afférentes aux **stratégies de retrait** et **l'aide aux pays à revenu intermédiaire**.

Les pays partenaires ont insisté sur leur désir d'être **activement associés aux préparatifs du quatrième Forum de haut niveau**. Plusieurs correspondants ont souligné la nécessité d'un **engagement au niveau politique**, et mis en lumière des pistes pour encourager un tel engagement avant la tenue du Forum. Certains ont par ailleurs estimé important de consulter un **éventail plus large de parties prenantes** (société civile, secteur privé, etc.). Il est en outre apparu essentiel de veiller à fournir une **information adéquate et ponctuelle sur le Forum** et l'avancement de sa préparation.

Détermination du cœur de cible du Forum : mettre l'accent sur le fait qu'il s'agit d'un chantier toujours en cours, dont il pourrait être intéressant, aux yeux de certains, d'élargir la portée

Pour ce qui est de leurs préférences à propos du thème général du Forum, la grande majorité des correspondants jugent « très important » ou « important » (93 % de l'ensemble des correspondants et 96 % des fonctionnaires de pays partenaires) de mettre l'accent sur l'évaluation de la mise en œuvre des engagements de Paris/Accra et de se mettre d'accord sur les caractéristiques d'une aide de qualité. Plusieurs font état de déceptions et d'obstacles dans la mise en œuvre de la Déclaration de Paris Déclaration et du Programme d'action d'Accra au niveau des pays, et insistent sur la nécessité pour les parties prenantes de se rendre mutuellement des comptes sur l'avancement de la concrétisation des engagements déjà souscrits en matière d'efficacité de l'aide et de donner à ces derniers priorité sur de nouvelles promesses ou la recherche de solutions à un ensemble plus large de problèmes.

Parallèlement, la plupart des correspondants conviennent également que le quatrième Forum pourrait offrir l'occasion d'élargir la portée du programme d'action afin d'y tenir compte de diverses autres dimensions de l'efficacité de l'aide et du développement, notamment en examinant comment les principes d'efficacité de l'aide sont appliqués dans différents contextes régionaux et nationaux (88 %), en prenant en considération l'efficacité de toutes les sources de financement du développement (78 %), ou en prêtant une plus grande attention aux politiques visant des domaines autres que l'aide et à leur impact sur le développement (67 %).

On trouvera dans l'encadré 1 un aperçu de la palette des opinions exprimées par les correspondants à propos de la thématique générale du quatrième Forum de haut niveau.

Encadré 1. Ce qu'ils pensent : opinions concernant la thématique globale et le cœur de cible du quatrième Forum de haut niveau (échantillon de réponses fournies)

Représentants des pouvoirs publics de pays partenaires :

« Quelle est la validité des engagements des bailleurs? Quelles contraintes s'ils n'honorent pas leurs engagements ? »

« L'aide au développement a augmenté au cours des 5 dernières années mais le changement de comportement du côté des donateurs que des pays partenaires tarde à venir. Il faut débattre pourquoi ? »

« Le FHN4 doit d'abord traiter l'efficacité de l'APD qui est la cible de la Déclaration de Paris et du Programme d'Action d'Accra. En perspective, il peut traiter des autres types de financement »

« Les relations avec les pays non membres de l'OCDE »

« Il ne faut pas perdre de vue la complexité du processus de développement. Il n'y a pas que l'aide qui contribue au développement. Elle ne constitue qu'un élément parmi d'autres. »

« La situation des pays à revenu intermédiaire et les retombées de l'appartenance à cette catégorie sur les apports d'aide / de dons et l'investissement privé »

« Comment réduire la dépendance des pays bénéficiaires à l'égard de l'aide ? »

« Evaluer les progrès et convenir d'un programme d'action à l'horizon 2015 qui tienne compte des spécificités de chaque région... »

« De nombreux donateurs qui ont signé la Déclaration de Paris refusent sur le terrain d'appliquer les principes de l'efficacité de l'aide. »

« ...des indicateurs révisés / nouveaux, différenciés en fonction de la source des financements »

« Les dispositifs fiscaux novateurs dans les pays en développement »

Organisations de la société civile :

« Le quatrième Forum de haut niveau doit servir à déterminer les prochaines phases de la réforme de l'aide entreprise par les donateurs et les bénéficiaires et le document final doit intégrer des engagements à l'égard de cette réforme et des cibles à atteindre par les bénéficiaires, et prévoir un mécanisme permettant un suivi des progrès. »

« [Les accords de Rome, Paris et Accra] sont des obligations d'un caractère purement politique. Manifestement, il n'en résulte pas une pression suffisante pour en assurer la mise en œuvre par tous les acteurs et dans tous les domaines. Il pourrait donc être judicieux d'envisager pour l'efficacité de l'aide et du développement un cadre qui soit dans toute la mesure du possible juridiquement contraignant. »

« Au quatrième Forum, il faut débattre, et si possible parvenir à un consensus, sur [...] les conditions que les gouvernements et les donateurs doivent accepter pour garantir un environnement dans lequel les OSC soient à même de jouer pleinement [...] leur rôle dans le développement durable et équitable de leur propre pays, des pays en développement et du monde dans son ensemble. »

Agents d'organismes d'aide bilatérale et multilatérale dans les pays partenaires :

« Comment l'aide peut-elle rester efficace en période de crise ou de sortie de crise, où un espace et une discipline budgétaire sont indispensables au niveau intérieur pour que l'aide extérieure puisse être efficace et avoir un impact de meilleure qualité ? »

« Comment entretenir le mouvement en avant ? »

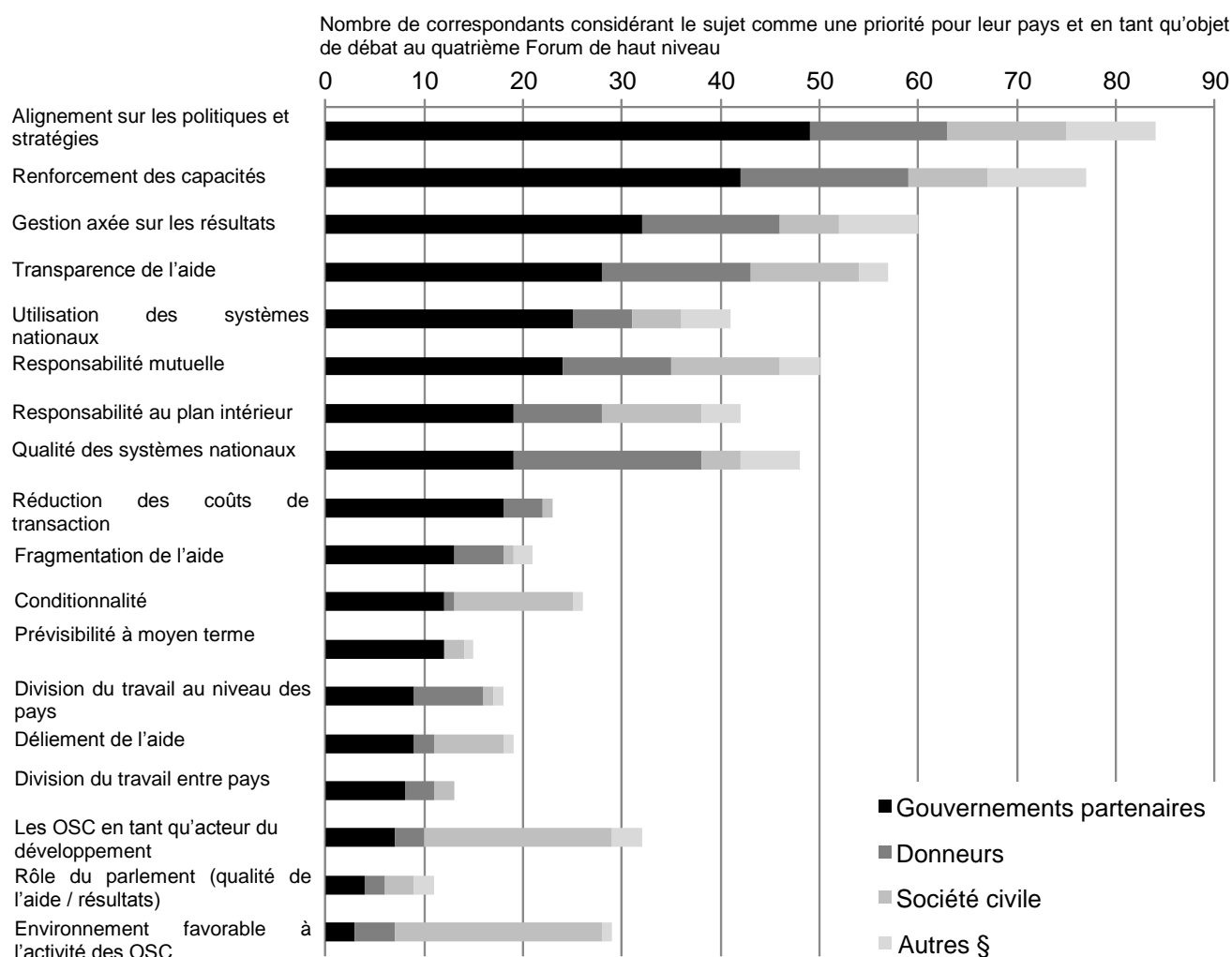
« L'appropriation politique par les pays partenaires »

Note : ces citations ont été choisies de manière à donner une idée de la diversité des vues émises par les correspondants et ne doivent pas être considérées comme représentatives de l'opinion générale ou comme fournissant une liste exhaustive des idées et suggestions formulées.

Thèmes prioritaires au regard de la Déclaration de Paris et du Programme d'action d'Accra

A la question de savoir, parmi une liste de sujets liés à la Déclaration de Paris/au Programme d'action d'Accra, lesquels sont les plus importants pour leur pays, les fonctionnaires de pays partenaires ont en majorité répondu que les débats du quatrième Forum devaient être centrés sur l'alignement, le renforcement des capacités, la responsabilité et la transparence (graphique 1). Les acteurs de la société civile tendent, eux, à mettre l'accent sur l'instauration d'un environnement favorable à l'activité des OSC, sur le rôle de la société civile en tant qu'acteur du développement, ainsi que sur la conditionnalité et l'alignement, tandis que les représentants des donateurs – pour la plupart basés dans des pays partenaires – privilégient le renforcement des capacités, la qualité des systèmes nationaux et la transparence.

Figure 1. Graphique 1. Questions liées à la Déclaration de Paris/au Programme d'action d'Accra jugées devoir être abordées en priorité dans les débats du quatrième Forum de haut niveau



§ La catégorie « Autres » recouvre les représentants du parlement, du monde universitaire et des institutions régionales.

Au vu des commentaires des fonctionnaires de pays partenaires, il semblerait que ce soient quelques uns des domaines dans lesquels des progrès au regard des engagements ont mis plus longtemps à se matérialiser. Plusieurs correspondants ont fait état d'obstacles politiques et institutionnels au changement, et certains ont laissé entendre qu'il serait souhaitable de continuer à suivre, noter ou évaluer les progrès après le quatrième Forum. Certains acteurs non étatiques ont souligné l'importance d'une appropriation

démocratique et à large assise, ainsi que de mécanismes destinés à garantir la concrétisation des engagements existants.

Des avis variés, parmi les pays partenaires, sur le rôle de l'aide dans le paysage en pleine mutation du développement

Les correspondants ont été invités à donner leur opinion sur chacun des éléments d'une liste de sujets ou de domaines de travail auxquels pourrait, d'une manière ou d'une autre, être étendu le programme d'action à l'appui de l'efficacité de l'aide, ou à propos desquels les enseignements ressortant des efforts entrepris à l'échelle mondiale en faveur de l'efficacité de l'aide pourraient être transposés à d'autres problèmes plus généraux de développement. Les sujets les plus fréquemment choisis en raison de leur pertinence au regard des priorités des correspondants sont les suivants :

- Application des principes de l'efficacité de l'aide au niveau sectoriel (75 % des correspondants ont qualifié ce sujet de « pertinent » ou « très pertinent »)
- Le rôle de l'aide en tant que catalyseur de développement (70 %)
- Financement de la lutte contre le changement climatique et efficacité de l'aide (66 %)
- Réduire la dépendance à l'égard de l'aide (64 %)
- Les apporteurs d'aide non traditionnels et l'efficacité de l'aide (63 %)
- Coopération Sud-Sud et efficacité de l'aide (63 %)

Même s'ils ont réuni des scores globalement moins élevés, de nombreux problèmes liés au contexte spécifique de certains pays ont été mis en exergue, notamment le rôle et la disponibilité de l'aide dans les Etats fragiles et les problèmes particuliers soulevés par l'aide aux pays à revenu intermédiaire. Les questions de l'appropriation à large assise et des capacités de l'Etat occupent une place prépondérante dans les réponses des acteurs de la société civile, dont certains estiment qu'il faudrait faire davantage, dans le cadre de l'action internationale en faveur de l'efficacité de l'aide, pour promouvoir la mise en œuvre des engagements relatifs à l'appropriation démocratique. L'encadré 2 ci-dessous fournit un aperçu des commentaires et suggestions formulés par les correspondants.

Encadré 2. L'aide dans le paysage plus général du développement : suggestions pour le quatrième Forum de haut niveau (échantillon de réponses fournies)

« Bonne gouvernance, paix et sécurité. Veiller à ce que les Etats fragiles ne soient pas privés d'aide. » « Lier les efforts déployés par les partenaires sur le front diplomatique dans les Etats fragiles à une action en faveur du développement. »

« Passer de l'aide à la mise en place d'une base de ressources intérieures. » « Canaliser les ressources intérieures vers le processus de développement d'une façon transparente, responsable et participative. »

« Associer d'autres acteurs (Chine, fonds arabes) aux dispositifs visant à assurer la transparence de l'aide. » « Les donateurs non membres du CAD n'adhèrent pas aux principes de l'efficacité de l'aide. »

« La lassitude à l'égard de l'aide et les stratégies de retrait. »

« Lutter contre la corruption omniprésente. »

« Où se situe la frontière entre le soutien des donateurs et le droit souverain des pays à décider de leurs politiques ? »

« [Ma] région compte des pays à revenu intermédiaire, mais on y observe de grandes inégalités. »

« Accroître la participation de la société civile dans un environnement où les possibilités d'action sociale sont restreintes. »

« Il faudrait préciser le rôle des organisations multilatérales au niveau pays. »

Note : ces citations ont été choisies de manière à donner une idée de la diversité des vues émises par les correspondants et ne doivent pas être considérées comme représentatives de l'opinion générale ou comme fournissant une liste exhaustive des idées et suggestions formulées.

Comment les pays partenaires souhaitent-ils se préparer en vue du quatrième Forum de haut niveau ? Quels moyens ont-ils de faire en sorte que leurs vues soient dûment prises en compte dans les préparatifs du Forum ?

La participation active des pays partenaires à la préparation du quatrième Forum de haut niveau est déterminante pour le succès de cette manifestation. Les correspondants ont été invités à donner leur avis sur les moyens d'intégrer au mieux les vues des pays partenaire dans les préparatifs du Forum.

Parmi les suggestions et réponses :

- plusieurs font référence au caractère politique du quatrième Forum de haut niveau et à la nécessité d'impliquer les sphères politiques des pays partenaires. Est en particulier proposée la tenue d'une réunion politique de haut niveau juste après la publication des données d'observation (rapport de suivi/d'avancement, évaluation) ;
- les représentants de la société civile insistent sur la nécessité de consulter un plus large éventail d'acteurs, notamment la société civile, le secteur privé et d'autres acteurs extérieurs à l'Etat ;
- est soulignée la nécessité d'accorder la priorité aux vues des pays partenaires dans les débats sur le quatrième Forum de haut niveau. ;
- est proposée la mise en place d'une ou plusieurs instances au sein desquelles les pays partenaires pourraient débattre et arrêter une (des) position(s) commune(s) pour Busan ; le groupe de contact qu'il est envisagé de créer pour les pays partenaires pourrait remplir cette fonction ;
- plusieurs évoquent la nécessité de mettre en temps opportun toutes les informations voulues à la disposition des pays partenaires pour leur permettre de bien se préparer, par exemple à travers des outils de communication en ligne ou web, des réseaux de messagerie électronique ou des ateliers régionaux ;
- est préconisée la collecte de données d'observation dans les pays cibles (« Focus Countries ») du GT-EFF pour contribuer à alimenter les débats du quatrième Forum.

* * * * *

Note méthodologique : Quels étaient les objectifs de la consultation en ligne et quels n'étaient-ils pas ? D'où proviennent les informations recueillies ?

La feuille de route vers le FHN-4 prévoit un processus élargie de consultation multipartite afin de déterminer les priorités et de définir à la fois le contenu et les résultats attendus du quatrième Forum de haut niveau (DCD/DAC/EFF(2010)2/REV1). Pour compléter les autres activités et manifestations programmées à des fins de consultation dans le cadre du GT-EFF et en dehors de ce cadre, l'OCDE a mis au point, en collaboration avec la Banque africaine de développement, la Banque asiatique de développement et le PNUD, un outil de consultation en ligne afin de recueillir les vues des parties prenantes dans les pays partenaires. Cet outil, qui se veut simple, ne constitue qu'un élément parmi d'autres du processus de consultation.

Les membres du GT-EFF, les participants à diverses réunions régionales et sous-régionales et les membres des communautés régionales de pratiques ont été invités à répondre à un questionnaire semi-structuré en ligne au cours de la période comprise entre octobre et décembre 2010. Il leur y était notamment demandé d'indiquer les questions qu'ils jugeaient prioritaires dans le programme d'action existant à l'appui de l'efficacité de l'aide et de formuler des suggestions concernant la thématique globale du quatrième Forum de haut niveau et les autres sujets à y aborder.

Des réponses ont été reçues de 163 personnes réparties dans 63 pays et territoires partenaires. Environ la moitié des correspondants sont des fonctionnaires de pays partenaires, le reste se composant de représentants de la société civile (21%) ou d'organismes d'aide bilatérale ou multilatérale (18%), de parlementaires (1%) et d'autres acteurs (venant du monde universitaire, d'organisations régionales, etc.).

La plupart des correspondants avaient participé à une réunion régionale sur l'efficacité de l'aide et/ou aux ateliers de lancement de l'Enquête 2011 de suivi de la mise en œuvre de la Déclaration de Paris. La majorité sont des agents de rang intermédiaire ou de haut rang d'organes de l'administration centrale de pays partenaires, des représentants d'organisations-cadres de la société civile, des agents d'organismes donateurs ou des conseillers techniques en poste dans des pays partenaires. Par conséquent, les résultats de l'exercice ne doivent pas être regardés comme représentatifs des idées de tous les pays partenaires, ni de toutes les parties prenantes intéressées dans les pays partenaires. La présente note vise à fournir un point de départ pour approfondir la consultation et la discussion au fil de l'année 2011, et ne prétend en aucun cas atteindre à l'exhaustivité dans son analyse des problématiques répertoriées par les correspondants. Un récapitulatif des réponses provenant des différentes régions est accessible sur le portail du GT-EFF (www.wpeff.net).

ANNEXE : LISTE DES PAYS, TERRITOIRES ET ORGANISATIONS REPRESENTES DANS LE CADRE DE LA CONSULTATION EN LIGNE

Pouvoirs publics de pays partenaires (recouvrent des fonctionnaires aussi bien de l'administration centrale que des administrations locales)

Afghanistan	Jordanie
Albanie	Madagascar
Algérie	Malawi
Bangladesh	Mali
Bénin	Mauritanie
Bolivie	Moldova (République de)
Burkina Faso	Mongolie
Burundi	Mozambique
Cambodge	Népal
Cameroun	Niger
Cap-Vert	Pakistan
Colombie	Pérou
Comores	Philippines
Congo	République démocratique du Congo
Côte d'Ivoire	République dominicaine
Egypte	Saint Vincent et Grenadines
El Salvador	Samoa
Fidji	Sao Tome et Principe
Gabon	Tchad
Grenade	Thaïlande
Guatemala	Timor-Leste
Guinée-Bissau	Togo
Honduras	Tonga
Iles Salomon	Viêt-nam
Indonésie	Zimbabwe
Jamaïque	

Organisations et réseaux de la société civile

ActionAid
Réseau africain pour la dette et le développement (AFRODAD)
Réseau des femmes africaines pour le développement et la communication (FEMNET)
Réseau arabe d'organisations non gouvernementales pour le développement (ANND)
Asia Pacific Research Network
Association pour les droits de la femme et le développement (AWID)
CIVICUS - Alliance mondiale pour la participation des citoyens
CONCORD - Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement
Coordinadora Civil Nicaragua
Coordination SUD
Réseau européen sur la dette et le développement (EURODAD)
Fondation Conseil Jeune (Cameroun)
Groupe de recherche et d'action pour la promotion de l'agriculture et du développement (GRAPAD) /

Better Aid
IBON/Reality of Aid
Institute for Climate and Sustainable Cities
InterAction (membre de la coalition Better Aid)
International NGO Forum on Indonesian Development (INFID)
Confédération syndicale internationale (également affiliée au TUAC)
CESVI (réseau Link2007; Alliance 2015)
Open Forum for CSO Development Effectiveness
PSO
Reality of Aid Network Asia/Pacific
Secrétariat de Social Watch International
The National Women's Studies and Information Center "Partnership for Development" (CPD), Moldova
UK Aid Network
Zimbabwe Coalition on Debt and Development (ZIMCODD)

Donneurs bilatéraux et multilatéraux

Allemagne
Banque africaine de développement
Banque mondiale
Belgique
Canada
France
GTZ GmbH
Nations unies – Bureau du coordonnateur résident / mission intégrée (dans divers pays)
OPS / OMS
PNUD
USAID

Réseaux de parlementaires

AWEPA - Association des parlementaires européens pour l'Afrique
Network of African Parliamentarians (NAP)

Autres

Communauté africaine de pratiques sur la gestion axée sur les résultats de développement
Initiative Prospective Agricole et Rurale, Sénégal
Pacific Islands Forum Secretariat
SENCOP / Communauté de pratiques de gestion axée sur les résultats, Sénégal
Université du Zimbabwe
Anonyme – [Organisation (ONG) non gouvernementale internationale œuvrant dans le domaine du renforcement des capacités]
Anonyme – [Economiste conseil]